

Proposition pour le colloque Savoirs et modèles de l'urbanisme et de l'architecture durable (RAMAU, novembre 2013)

Les « nouveaux » modèles de régulation de et pour la ville durable : indicateurs, guides, labels, prix...

Guillaume Fabure, Pr, Université Lumière Lyon 2, Institut d'Urbanisme de Lyon, UMR Triangle (Université Lyon 2, IEP Lyon, Ecole Normale Supérieure)

Une recherche centrée sur les *Impensés socio-démocratiques de la ville durable* a été engagée en 2012 et 2013 pour le compte de l'ADEME dans le cadre de son programme « *Observation de la recherche sur le développement durable de la ville : analyse critique et dynamique de l'offre et de la demande* ». Cette recherche a réuni un groupement de 10 chercheurs et bureaux d'études ainsi que 5 agences d'urbanisme partenaires (Lyon, Béthune-Artois, Tours, Toulouse et Montbéliard).

Le partenariat avec les agences d'urbanisme a donné lieu, de mai à septembre 2012, à un cycle d'ateliers territoriaux. Ces ateliers poursuivaient plusieurs objectifs, et notamment alimenter les échanges entre scientifiques et praticiens autour d'un constat partagé par l'ensemble des membres du groupement de recherche : malgré l'omniprésence du développement durable dans les discours et projets scientifiques, institutionnels et professionnels, la recherche et l'action dialoguent (encore) peu sur quelques points chauds socio-démocratiques de cette notion : conceptions en jeu de la ville et de l'environnement, valeurs et principes de l'action urbaine ou encore rôle des habitants dans de telles constructions. Pourtant théoriquement critique des ordres établis, pour ne pas dire originellement transgressif (dans sa relation générique à l'écodéveloppement par exemple), appelant à une (r)évolution des savoirs et des pratiques, le développement durable paraît peiner à démontrer sa réelle portée transformatrice dans les modes de penser et d'agir territorial.

Nous proposons ici de rendre compte de cette série d'ateliers, et plus particulièrement d'interroger, sur la base de cas concrets et de points de vue de 15 à 20 acteurs réunis lors de celui de Béthune en juin 2012, les modèles normatifs (ex : de la planification urbaine) et les formes de la régulation (indicateurs, guides... et « politiques de la récompense » : labels, certificats, prix...) de et pour la ville durable. Il s'est agi de questionner la fabrique et la fonction du foisonnement de guides, labels, certifications, classements et autres indicateurs dans l'escarcelle du développement urbain durable. Quelles normalisations et normativités ces dispositifs visent-ils ? Faut-il y voir de nouvelles formes de régulation territoriale ? Quelles en seraient les spécificités et productions modélisatrices ? Ouvrent-elles au contraire sur une autre mobilisation et implication démocratique des citoyens ?

Il en ressort globalement, sur la base d'échanges autour d'un projet d'éco-quartier dans la ville de Béthune ou encore de l'exposé de la mise en œuvre de quelques-uns de ces outils, que plus que l'édification de normes au sens institutionnel du terme, ce foisonnement d'outils conduit à de nouvelles formes de régulations, inter-territoriales, par l'affirmation de systèmes d'acteurs, par une conduite partenariale de l'action de projet, ou encore par l'édification de nouveaux types d'expertise locale. Ici encore mais sous un autre angle, les problématiques habitantes sont venues traverser les échanges : quelle place est accordée par ces nouvelles formes de régulation aux modes de vie ? Comment garantir la démocratisation de la (re)politisation (et peut-être (re)technicisation) par les instruments de la durabilité urbaine ?